

LA LETTRE ECO

N°99

1^{er} novembre 2014

En vous remerciant par avance de votre soutien, n'hésitez pas à nous faire part de vos remarques et suggestions par mail : contact@o2p-conseil.com

LE COIN DES EPARGNANTS

La semaine a été marquée par la fin officielle, aux Etats-Unis, du troisième train d'injection de liquidités depuis la crise de 2008 / 2009. L'ensemble des acteurs économiques scrutent, avec attention, les conséquences de l'arrêt des programmes d'achat de titres publics par la FED à compter du mois de novembre. La crainte d'une remontée des taux est partagée tant par la BCE que par les autorités monétaires japonaises. Avec des déficits et des dettes à financer, les Européens et les Japonais redoutent des effets d'éviction dont ils seraient victimes. Le pilotage assez fin des banques centrales et, en particulier de la FED, empêche, pour le moment, la contagion de la hausse des taux à long terme américains sur ceux de la zone euro.

	31 octobre	24 octobre	17 octobre	1 ^{er} janvier
CAC 40	4 233 pts	4 128 pts	4 033 pts	4 295 pts
Taux de l'OAT	1,2330	1,2980 %	1,2580 %	2,56 %
Taux du Bund allemand	0,84	0,892 %	0,79 %	1,94 %
Cours de l'euro / dollars	1,2521	1,2668	1,2771	1,3765
Cours de l'once d'or en dollars (Londres)	1 173	1 231	1 234	1 227
Cours du baril de pétrole Brent en dollars	85,84	86,32	85,92	107

La bourse reprend son souffle

Les marchés saluent la croissance américaine et la fin du quantitative easing

Le CAC 40 a gagné 2,52 % sur la semaine et 2,22 % pour la seule journée de vendredi. La publication de la croissance américaine au 3^{ème} trimestre a rassuré les investisseurs tout comme les annonces de la Présidente de la FED, Janet Yellen, qui a confirmé la fin de l'assouplissement quantitatif de la politique monétaire américaine mais en y mettant les formes. Elle a rappelé que la réduction du taux de chômage

constituait toujours un objectif. Par ailleurs, elle n'a pas prévu d'augmentation des taux à court terme. Après les tensions financières de la mi-octobre, la FED a donc opté pour une gestion très fine de sa politique monétaire.

Les bourses ont, par ailleurs, la semaine dernière, bien réagi aux résultats de certains grands groupes internationaux comme Alcatel Lucent, Schneider ou LVMH.

Le pétrole déprime les prix

Avec l'atonie de la demande, le cours du pétrole continue sa glissade. Les bons résultats de l'économie américaine pour le troisième trimestre l'ont légèrement freiné sans pour autant l'empêcher. Cette diminution des prix est positive pour les consommateurs car elle améliore leur pouvoir d'achat. Elle est en partie responsable de la bonne tenue de la consommation aux Etats-Unis au cours du troisième trimestre. En revanche, elle a un effet déflationniste certain. Elle pourrait remettre en cause la rentabilité de certains investissements pétroliers ou différer leur réalisation exposant les pays consommateurs d'ici quelques mois ou années à un ressaut au niveau des prix.

L'euro, toujours orienté à la baisse

Avec l'annonce de la croissance américaine du 3^{ème} trimestre, à 3,5 %, le dollar s'est naturellement apprécié face à l'euro qui est désormais à son niveau le plus bas depuis deux ans. En six mois, l'euro a perdu 9 % de sa valeur. Dans le passé, les Etats-Unis ont assez bien encaissé des variations assez importantes de leur monnaie. Néanmoins, même si les cours des matières premières baissent, une trop forte appréciation du dollar pourrait nuire à des secteurs sensibles comme l'aéronautique.

SI VOUS N'AVEZ PAS SUIVI L'ACTUALITE ECO, CETTE SEMAINE...

La France, toujours en calminée

La consommation, l'investissement et l'immobilier reculent, le crédit progresse peu. Au mois de septembre, les dépenses de consommation des ménages en biens ont reculé de 0,8 % en volume après avoir enregistré une hausse de 0,9 % en août. Septembre, malgré les dépenses de rentrées scolaires, n'est pas un bon mois pour la consommation mais la contraction de 2014 est un peu plus forte que celle enregistrée en moyenne. La faute en revient à des impôts un peu plus douloureux et à un contexte économique peu propice à la consommation. Le recul s'explique selon l'INSEE par un net repli de la consommation d'habillement (-7,2 % en septembre).

Point positif, les dépenses de consommation progressent sur l'ensemble du troisième trimestre de 0,2 %, en raison notamment de l'augmentation des dépenses en énergie et en biens durables en août.

Preuve que les chefs d'entreprise n'entrevoient pas de retournement de la conjoncture, la demande de crédits a légèrement ralenti au mois de septembre avec

+1,8% après +2,1% en août. Les entreprises n'ont pas pris le chemin de l'investissement ce qui est fortement préjudiciable pour la croissance de demain. En effet, la progression des crédits d'investissement se ralentit (+3,1%, après +3,4%).

Le choc de simplification

Le Président de la République a annoncé des mesures de simplification administrative avec un recours plus important aux techniques de communication numérique. La France, en la matière, figure parmi les Etats dont l'administration offre le plus de services sur Internet à ses concitoyens. Le nouveau volet devrait générer une économie de 11 milliards d'euros d'ici 2017 soit 0,5 % du PIB ou un peu moins de 1% des dépenses publiques.

Les mesures annoncées le 30 octobre dernier ont fait l'objet pour certaines d'entre elles d'expérimentations ce qui est assez rare.

Les entreprises qui clôturent leurs comptes au 31 décembre (soit cinq sociétés sur six) pourront faire une seule déclaration fiscale, contre quatre par an actuellement.

D'ici au début de l'année 2016, l'ensemble des formulaires de l'administration pourront être remplis et envoyés en ligne.

Dès la fin de l'année, le numéro de Siret suffira pour faire une demande d'aide publique.

Les entreprises disposeront à partir de début 2016 d'une « carte d'identité électronique » permettant de les authentifier dans leurs échanges avec l'administration, leurs clients et leurs fournisseurs. Cette carte permettra de donner « valeur juridique » aux documents transmis.

D'ici à fin 2015, le nombre de démarches nécessaires pour obtenir un permis de construire sera réduit, pour ramener le délai de délivrance à « cinq mois maximum ». Le formalisme des enquêtes publiques sera allégé et les délais de recours contentieux réduits. Les procédures d'autorisation unique, délivrées par le préfet dans un délai de deux mois, seront étendues pour les projets « à très fort potentiel ».

LE COIN DE LA CONJONCTURE

Comment l'Europe va gérer l'arrêt du quantitative easing aux Etats-Unis.

La Banque centrale américaine a mis un terme à son troisième train de soutien quantitatif comme cela a été prévu. Pour le moment, le pari de l'arrêt progressif et programmé est réussi malgré les soubresauts des marchés financiers à la mi-octobre.

La FED ne devrait pas remonter les taux avant le milieu de l'année 2015 compte tenu de la situation économique et financière.

Néanmoins, la fin du quantitative easing a déjà abouti à une remontée des taux longs aux Etats-Unis. Pour le moment, il n'y a pas d'effet de contagion à l'Europe. La Banque Centrale Européenne veut autant que possible disjoindre les taux européens avec ceux des Etats-Unis. En effet, l'Europe, compte tenu de l'inflation et de la croissance très faibles, ne pourrait pas supporter sans dommage une remontée des taux. Les mesures annoncées au mois de septembre de prêts aux banques visent à consolider les taux bas.

Cette disjonction devrait favoriser la dépréciation de l'euro moins attractif que le dollar en raison de la différence des taux et de croissance. La question qui pourrait se poser à moyen terme est l'acceptabilité pour les Etats-Unis d'un dollar durablement fort. Certes, cela diminue le coût de leurs importations mais cela renchérit d'autant leurs exportations. Les Etats-Unis avaient amélioré leur compétitivité à l'extérieur grâce à la maîtrise de leurs salaires et à l'énergie bon marché.

Le Japon entre hausse de TVA et fuite en avant monétaire

Depuis le mois d'avril, le Japon digère avec difficulté la hausse de trois points de TVA. La demande intérieure a été plus fortement touchée que prévue par cette hausse. En outre la dépréciation du yen a renchéri le coût des importations et notamment de l'énergie réduisant le pouvoir d'achat des ménages et les marges des entreprises. Au mois de septembre, un léger mieux a été enregistré au niveau de la production industrielle qui était en déclin depuis 5 mois. La production industrielle a, en effet, progressé de 2,7% en septembre ce qui constitue la plus forte hausse de ces huit derniers mois. Néanmoins au 3^{ème} trimestre, la production s'est contractée de 2% par rapport au trimestre précédent.

Face aux résultats incertains de l'économie nippone et pour contrer l'éventuel effet de la remontée des taux, la Banque du Japon a surpris les investisseurs en renouant avec la guerre de mouvement. Ainsi, la banque centrale a annoncé que pour atteindre son objectif d'inflation et lutter contre les menaces de déflation, elle allait recourir à des achats de titres plus diversifiés pour des montants plus élevés. Il est à signaler que le taux d'inflation est en légère hausse. Il est passé de 0,1 à 0,4 % de septembre à octobre et cela malgré la dégrue des cours du pétrole. Néanmoins, il devrait rester très nettement en deçà de l'objectif fixé à 2%.

Dans les prochains mois, les autorités japonaises devront trancher la question de la nouvelle augmentation du taux de TVA prévue au mois d'octobre 2015. En effet, il est prévu de passer le taux à 10% contre 8% actuellement. Afin d'éviter un nouveau ralentissement de l'économie, le Gouvernement pourrait accompagner la hausse de la TVA par un plan de soutien au risque de réduire moins vite qu'escompté le déficit public. .

La Chine souffre aussi

Le ralentissement économique se poursuit en Chine. Le taux de croissance est revenu en rythme annuel à 7,3 % au troisième trimestre correspondant à son plus bas niveau depuis la crise de 2008 / 2009. La Chine est confrontée non seulement à une nette baisse de la demande extérieure mais aussi à une diminution de la demande intérieure. Les commandes étrangères ont reculé au mois de septembre. Les difficultés du marché immobilier pèsent sur l'investissement et donc sur les biens d'équipement. Les prix des logements ont baissé pour le sixième mois consécutif. Les PME chinoises commencent à rencontrer de réelles difficultés en particulier pour se financer.

Les autorités chinoises, pour atténuer les effets de ce ralentissement, ont décidé d'accroître les liquidités des banques et ont pris de nouvelles mesures de soutien à l'activité. Ainsi, vendredi 31 octobre, un plan d'investissement de 26 milliards d'euros a été annoncé. Le gouvernement central a enjoint les collectivités locales à dépenser l'ensemble de leur budget pour venir en aide notamment aux PME.

Etats-Unis, l'Empire contrattaque

Le PIB américain au 3^{ème} trimestre augmente de 3,5% en rythme annualisé contre 3% attendu par le consensus. Ce résultat est inférieur au 4,6% du 2^{ème} trimestre mais permet d'obtenir la meilleure performance sur six mois depuis 2003. Avec ces deux trimestres de forte croissance, le recul du 1^{er} trimestre est oublié ; le PIB avait alors reculé de 2,1%.

La croissance du troisième trimestre est assez équilibrée. La consommation a enregistré une hausse de 1,8%. Ce résultat est inférieur au 2,8% du deuxième trimestre mais s'inscrit dans un climat de confiance plus élevé et donc prometteur pour l'avenir.

La consommation a été soutenue par les gains de pouvoir d'achat générés par la baisse des prix de l'essence à son plus bas niveau depuis fin 2010. Les revalorisations de salaire restent, en revanche, faibles ce qui constitue, pour le moment, le principal point de faiblesse de la croissance américaine.

Depuis plus d'un an, les dépenses publiques, du fait du programme de coupes automatiques, pénalisaient la croissance. Au troisième trimestre, elles ont, au contraire, joué en faveur de la croissance en raison d'une progression importante des dépenses militaires de + 4,6%, plus forte hausse depuis le deuxième trimestre 2009.

L'investissement des entreprises a également joué un rôle positif : les dépenses d'équipement, de construction et de propriété intellectuelle ont progressé de 5,5 %, après une hausse de 9,3 % entre avril et juin. En revanche, la construction résidentielle est en repli avec une progression de 1,8%, très loin des 8,8 % enregistrés au deuxième trimestre.

Les exportations américaines ont progressé de 0,2% en août à 198,5 milliards de dollars, portées à la fois par les biens d'équipement, les produits de grande consommation et les fournitures industrielles. Les importations ont parallèlement augmenté de 0,1% à 238,6 milliards de dollars. Les Etats-Unis continuent de réduire leurs achats à l'étranger de produits pétroliers qui sont tombés à leur plus bas niveau depuis le mois de novembre 2010, grâce à l'essor continu de la production américaine.

LE COIN DES TENDANCES

Le vin, un marché mondialisé hautement concurrentiel

La France a retrouvé, en 2014, sa place de premier producteur mondial de vin, perdu en 2012 au profit de l'Italie qui rétrograde en deuxième position. Arrivent en quatrième position, les Etats-Unis, juste derrière l'Espagne. Le vin est une affaire de plus en plus mondiale. La production de l'Afrique du Sud, de la Nouvelle Zélande ou du Chili progresse rapidement. Les Etats-Unis sont de plus en plus présents à l'exportation.

L'exportation de vins coûteux d'Amérique du Nord vers la Chine a augmenté de 200% ces dernières années. Cette croissance intervient au moment où la France est en repli sur ce marché du fait de décisions politiques (lutte anti-corruption). Néanmoins, les exportations de vins français s'élèvent à près de 9 milliards d'euros par an.

La fin des pièces et des billets

Avec le développement des moyens numériques de paiement, les billets et les pièces sont-ils condamnés à terme ? Compte tenu de leurs coûts de gestion, il apparaît probable que ces modes de paiement sont voués à disparaître. Le paiement devrait se faire de plus en plus en ayant recours au téléphone portable ou à des dispositifs numériques de transmission de données avec des moyens d'identification personnelle. Une telle révolution supprimera les transferts de fonds et les risques y afférant. En revanche, la sécurisation des données sera primordiale pour maintenir à un haut niveau de confiance vis-à-vis de la monnaie. Cette suppression de la monnaie fiduciaire devrait suivre celle des chèques qui sont de moins en moins utilisés et acceptés par les commerçants. Le processus de dématérialisation des moyens financiers devrait donc s'accélérer d'ici 2020.

AGENDA ECONOMIQUE DE LA SEMAINE

Lundi 3 novembre

En **Chine**, il faudra regarder les indicateurs avancés « PMI non manufacturier » et « PMI-manufacturier » pour le mois d'octobre.

Il faudra également suivre la publication des indicateurs « **PMI-manufacturier** » pour l'Italie, la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, la zone euro et les Etats-Unis. Cet indicateur est attendu en baisse en France et en légère hausse en Allemagne.

En **France** seront publiées les immatriculations automobiles du mois d'octobre. Ce résultat sera important à suivre pour avoir une idée sur la force du rebond constaté depuis plusieurs mois.

Aux **Etats-Unis**, l'indice ISM manufacturier pour le mois d'octobre devrait ressortir en légère baisse témoignant d'un assagissement de la croissance pour le dernier trimestre.

Mardi 4 novembre

En **Espagne**, seront publiés les résultats du chômage pour le mois d'octobre. L'amélioration en cours depuis le début de l'année devrait se ralentir.

Pour la **zone euro**, sera connu l'indice des prix à la production. Le taux annuel passerait de -1,4 % à -1,5 % de septembre à octobre traduisant bien les forces récessives à l'œuvre au sein de la zone.

Toujours pour la **zone euro**, après la publication des stress test bancaires la semaine dernière, le Mécanisme de surveillance unique (MSU) piloté par la BCE se met en place officiellement. Les 130 premières banques européennes ont désormais comme superviseur ultime la BCE.

Aux **Etats-Unis**, seront connus les résultats de la balance commerciale pour le mois de septembre. Le déficit devrait être stable par rapport au mois d'août en avoisinant 40 milliards de dollars.

Mercredi 5 novembre

Seront publiés les indicateurs avancés « **PMI-services** » pour de très nombreux pays dont la France, l'Espagne, l'Italie, l'Allemagne ou le Royaume-Uni pour le mois d'octobre. Cet indicateur pourrait être en hausse en Espagne, en Italie et en Allemagne mais en baisse pour la France et le Royaume-Uni. L'indice « PMI-services » sera également publié pour les Etats-Unis.

Jeudi 6 novembre

Au **Japon** sera publié l'indicateur « PMI-services ».

Il faudra regarder de près les prévisions de croissance de la Commission européenne.

Au **Royaume-Uni** sera rendue publique la production industrielle du mois de septembre. Sa hausse serait de 0,4 %. Sur un an, la production n'augmenterait plus que de 1,5 % marquant un net ralentissement. La production industrielle britannique est pénalisée par le ralentissement économique de la zone euro. Néanmoins, compte tenue de la faible taille de l'industrie britannique, l'impact de ce ralentissement sur la croissance sera faible.

Toujours à **Londres**, il faudra suivre les décisions de la Banque centrale en matière de taux. Il ne devrait pas être annoncé de relèvement à court terme.

La **Banque Centrale Européenne** se réunira également jeudi. Aucune annonce n'est attendue sur les taux. Le communiqué de fin de réunion validera la mise en œuvre accélérée du plan de prêts aux banques.

En **France**, François Hollande participera à une émission spéciale sur TF1 qui marquera la mi-mandat.

Vendredi 7 novembre

A Pékin, se réunit le sommet **de l'APEC** qui est le forum de coopération économique en Asie et en Pacifique. (Asia-Pacific Economic Cooperation). L'APEC a été créé en 1989 et compte 21 membres, qui représentent plus du tiers de la population mondiale, 60 % du PIB mondial et près de 50 % des échanges mondiaux. Sont membres de l'APEC l'Australie, Brunei, le Canada, la Corée du Sud, les États-Unis, l'Indonésie, le Japon, la Malaisie, la Nouvelle-Zélande, les Philippines, Singapour, la Thaïlande, la Chine, Hong Kong, Taipei chinois, le Mexique, la Papouasie-Nouvelle-Guinée), le Chili, le Pérou, la Russie et le Viêt Nam.

En **Suisse** sera publié le taux de chômage du mois d'octobre. Il devrait rester stable à 3,2 %.

Les résultats de la **balance commerciale allemande** seront publiés pour le mois de septembre avec un excédent de 18,5 milliards d'euros en hausse de un milliard d'euros par rapport au mois d'août. Les exportations ont progressé de près de 1,9 % après avoir enregistré un repli de 5,8 % au mois d'août.

Toujours pour l'**Allemagne**, sera connue la production industrielle du mois de septembre. Elle devrait ressortir en hausse de 2 % succédant à un repli de 4 % au mois d'août

Pour la **France**, seront également rendus publics les résultats de la balance commerciale de septembre avec un solde négatif attendu à 5,9 milliards d'euros contre 5,8 milliards d'euros au mois d'août. La production industrielle aurait, de son côté, reculé de 0,2 % après avoir stagné au mois d'août.

Toujours **en France**, la Banque de France publiera ses enquêtes de conjoncture pour le mois d'octobre.

Aux Etats-Unis sera publié le taux de chômage pour le mois d'octobre. Il est attendu stable à 5,9 %. Le taux de participation à l'emploi s'améliorerait à la marge. Au mois de septembre, ce taux était de 62,7 %.

La Lettre Economique est une publication de Lorello Ecodata et d'O2P Conseil.

Comité de rédaction : Philippe Crevel, Olivia Penichou, Shahina Akbaraly, Valérian Denis et Christopher Anderson

Toute utilisation totale ou partielle des articles de la lettre doit fait l'objet d'une autorisation.

Pour tout renseignement, contacter Shahina Akbaraly : contact@o2p-conseil.com

Sites Internet : www.loreello.fr / www.O2P-conseil.com

Adresse de facturation (si différente)

Organisme: -----

Service: -----

Adresse:-----

Tél.: ----- Fax: -----

Email de facturation: -----

N° de TVA intracommunautaire: -----

Mode de paiement

Chèque bancaire à l'ordre de : LORELLO ECODATA

Virement bancaire

SARL LORELLO ECODATA

RIB : 30004 01497 00010186836 27

IBAN : FR76 3000 4014 9700 0101 8683 627

BIC : BNPAFRPPNIC

Pour ton contact et correspondance

- Par téléphone : 01 45 00 37 37
- Par email : contact@o2p-conseil.com
- Adresse : LORELLO ECODATA – 44, rue de Fleurus – 75006 Paris